

A QUI LE TOUR?

Les tyrans tombent.
Mais les démocraties vacillent aussi.



Tsedek!
Juifs mais pas trop

McToo
Pas de fumée sans Nekfeu

États-Unis
Le krach woke



La loi d'Amnesty



Sous les contours flatteurs d'une ONG historiquement soucieuse des droits humains, Amnesty International est devenue une école du mensonge qui trafique le langage dans le seul but de faire passer ses propres vues.

En août 2022, Amnesty accusait l'Ukraine de « mettre en danger les populations civiles » pour avoir organisé sa défense dans une zone civile attaquée par les Russes. Sublime renversement des rôles entre la victime et le bourreau, à l'occasion duquel Amnesty fut accusée par Zelensky de transférer « la responsabilité de l'agresseur à la victime ».

En vérité, ce transfert des responsabilités, c'est la marque de fabrique d'Amnesty. Que s'est-il passé le 7 octobre, par exemple, selon l'ONG, dans son dernier rapport (intitulé « On a l'impression d'être des sous-humains ») ? « Le 7 octobre 2023, Israël a lancé une offensive militaire sur la bande de Gaza occupée d'une ampleur, d'une échelle et d'une durée sans précédent. » Rien d'autre ? Aucune cause à cette « offensive militaire » ? Non. Amnesty ne remonte pas si loin. La matinée du 7 octobre et le massacre de 1 200 civils, c'est déjà de l'histoire ancienne. Exit les attaques du Hamas qui induisent la riposte. Dès les premières lignes de son rapport, l'offensive israélienne est présentée, sans honte, comme le point de départ du conflit. Israël est responsable de tout, mais n'est victime de rien.

En 2024, manifestement soucieuse de fournir leurs éléments de langage aux antisémites du monde entier, Amnesty infléchit carrément le sens du mot « génocide » : à la page 101, l'ONG

admet revenir sur la jurisprudence constante des cours internationales à propos de « l'intention génocidaire », au motif qu'elle « exclurait la reconnaissance d'un génocide lors d'un conflit armé ». Autrement dit, Amnesty s'affranchit du critère de l'intention génocidaire, dans le but de faire coller le terme de « génocide » à la tragédie de Gaza. On peut le comprendre : comme Israël a laissé passer plus d'un million de tonnes d'aide, de vaccins, et garanti des couloirs humanitaires, et comme à aucun moment – hormis deux ministres tarés – les autorités israéliennes n'ont affiché la moindre intention génocidaire, la qualification de « génocide » à propos de Gaza supposait qu'on fit abstraction d'une telle intention. Dont acte : à l'interprétation « trop restrictive » de la Cour internationale de justice, Amnesty substitue une nouvelle lecture du concept d'intention génocidaire, qui lui permet de la « déduire indirectement » d'un bombardement ayant fait 334 morts et qui n'aurait pas été signalé à temps à la population civile (ce que l'armée israélienne fait habituellement). Un génocide indirect, donc. Qui dit mieux ? L'antisionisme en a rêvé. Amnesty l'a inventé.

Faut-il s'étonner de ces indignités ? Amnesty n'en est pas à son coup d'essai. En 2022, l'organisation redéfinissait la notion d'apartheid pour l'appliquer à Israël, où pourtant tous les citoyens ont rigoureusement les mêmes droits. Et que dire de sa proximité avec des organisations islamistes radicales comme CAGE, ou de sa défense d'Oussama Atar, l'un des futurs cerveaux des attentats de Paris ? Amnesty n'est pas seulement une ONG. Amnesty, c'est un label au service de la désinformation, qui complique notablement la défense des Palestiniens en trafiquant le réel au profit du Hamas. ■

PAR

Raphaël Enthoven
@Enthoven_R

Notre Soutien total

25 JOURS

Boualem Sansal, écrivain et opposant franco-algérien, est incarcéré depuis le 16 novembre en Algérie pour délit d'opinion. Une honte.

Cœur de cible

Par Tristane Banon

APRÈS DAMAS, TÉHÉRAN ?

Le régime de Bachar al-Assad, le « boucher de Damas », est tombé. Le chef sanguinaire syrien, allié de l'ayatollah Khamenei, est défait. Sa chute représente, pour les révolutionnaires iraniens qui combattent au cri de « Femme, vie, liberté », un espoir sans précédent. Jamais la possibilité de voir s'écrouler le régime islamique d'Iran n'a été si concrète, si palpable. Les proxys du régime iranien se trouvent mis hors d'état de nuire les uns après les autres depuis la riposte au 7 octobre 2023. L'organisation terroriste Hamas est à terre à Gaza, le Hezbollah libanais très affaibli, et maintenant le régime de Bachar déchu. Alors qu'Assad fuyait son pays samedi, les rues de Téhéran voyaient les manifestants battre le pavé, encore et encore, et malgré la répression. En novembre, un Iranien était pendu toutes les cinq heures. Une autre boucherie que celle d'Assad. Et puis il y a les divisions qui s'amplifient au sein du corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), la milice du guide suprême. Les jeunes radicaux du CGRI reprochent à Khamenei sa gestion désastreuse de la Syrie. Avec la chute d'Assad, la colère de cette frange radicale s'amplifie contre l'oligarchie, accusée de ne pas avoir défendu la Syrie, considérée comme un sanctuaire chiite. Or ces jeunes radicaux ont pour mission de réprimer les révolutionnaires iraniens dans les rues du pays. Sans eux, le régime serait déjà à genoux. Dans le même temps, Ali Khamenei est en mauvaise santé. À 85 ans, la crise de succession guette. C'est dire si la chute d'Assad arrive au pire moment... Reste une inconnue : la capacité de l'opposition iranienne à faire émerger un chef de la révolution. Celui que la population suivra pour renverser le bourreau qui l'opprime. ■

Giovanni Capoccia

“LA DÉMOCRATIE N’EST JAMAIS ACQUISE”



BIO EXPRESS

Giovanni Capoccia est professeur de politique comparée à l’université d’Oxford et professeur invité à Sciences Po Paris. Il codirige avec Isabela Mares, directrice du Centre de l’Union européenne de l’université Yale, un ouvrage collectif sur la manière dont nos démocraties peuvent faire face à l’actuelle vague populiste et illibérale.

Alors qu’un tyran vient de chuter en Syrie, l’illibéralisme monte au cœur des démocraties. Trump, Orbán... Même en France, les extrêmes mènent le bal et provoquent des crises politiques. Spécialiste des populismes, Giovanni Capoccia revient sur cette mécanique trumpienne, l’attrait qu’exerce l’autoritarisme, le rôle joué par la post-vérité, et nous alerte : sans vigilance, les apprentis dictateurs peuvent jouer de la démocratie... pour la faire tomber.

FRANC-TIREUR. Pour la seconde fois de l’histoire de la V^e République, le gouvernement a été censuré. Par une alliance entre deux extrêmes, le Rassemblement national et un Nouveau Front populaire dominé par La France insoumise. Le clivage politique français actuel oppose-t-il davantage les démocrates libéraux aux populistes illibéraux, que la gauche à la droite ?

GIOVANNI CAPOCCIA. Votre paysage politique est plutôt fragmenté en trois pôles. Cette dynamique tripolaire reflète des schémas historiques souvent associés à l’instabilité et à l’effondrement des démocraties, si l’on pense par exemple à la République de Weimar. LFI et le RN ciblent davantage le centre qu’ils ne s’attaquent entre eux. Mélenchon et Le Pen préféreraient s’affronter l’un l’autre lors d’un hypothétique second tour présidentiel plutôt que de faire face à un candidat modéré. Même si les partis qui ont voté la censure ne sont pas tous illibéraux, ce sont bien eux qui ont dirigé cette stratégie.

Et c’est finalement le Parti socialiste, parti traditionnel, qui a fait pencher la balance... Même s’il semble maintenant s’ouvrir à une alliance au centre.

Le PS est surtout resté coalisé avec l’extrême gauche pour des motifs électoraux. Si la crise institutionnelle s’aggravait, la dissidence interne contre cette stratégie pourrait devenir impossible à ignorer. Quand Olivier Faure affirme que le PS – contrairement à Jean-Luc Mélenchon – n’appelle pas à la démission du chef de l’État, c’est un signe de distanciation vis-à-vis de LFI. Mais aussi un clin d’œil à l’opposition interne au sein du PS alors qu’un congrès se profile.

Il s’éloigne de l’objectif de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen...

Jean-Luc Mélenchon cherche depuis longtemps à provoquer une élection présidentielle anticipée. Le nouveauté est que c’est désormais un objectif partagé par Marine Le Pen. Sa décision de déclencher une crise constitutionnelle semble viser à influencer les juges de son procès pour éviter l’application provisoire de la peine d’inéligibilité avant une éventuelle campagne présidentielle. C’est une manœuvre purement trumpienne.

L’extrême droite française vous semble-t-elle toujours marquée par la tentation illibérale ?

En 2022, lors d’un débat dans *Marianne*, Jordan Bardella expliquait : « On ne défend pas un régime pour le simple fait de défendre un régime. On défend un régime parce qu’on estime qu’il est le plus efficace pour assurer la cohésion d’une cité et la continuité d’un peuple. » En d’autres termes, la démocratie est perçue comme un simple moyen d’atteindre des objectifs, que les nationalistes peuvent abandonner s’ils la jugent inefficace... C’est un récit qui se retrouve dans la rhétorique de nombreux dirigeants d’extrême droite.

Viktor Orbán, par exemple, justifie la démocratie illibérale comme un moyen de protéger « la nation hongroise » contre un affaiblissement, notamment dû à l’immigration. Et le besoin de sécurité économique, physique et culturelle, le nationalisme et le fondamentalisme religieux sont des moteurs puissants capables de supplanter la préférence pour la liberté individuelle.

Pouvez-vous définir l’illibéralisme par rapport au libéralisme ?

Une démocratie libérale est un système avec un suffrage universel et des élections libres et équitables. Mais aussi une justice et des contre-pouvoirs indépendants qui protègent les droits civils et politiques et garantissent le pluralisme de l’information. Dans

PAR

Benjamin Sire

X @BenjaminSire

une « démocratie illibérale », en revanche, l’exécutif et la majorité au pouvoir exercent un contrôle excessif sur le système judiciaire et les médias, rendant presque impossible pour l’opposition de remporter des élections. Les exécutifs utilisent leur contrôle sur les contre-pouvoirs pour manipuler les règles du suffrage afin d’ancre leur position.

Dans votre projet *Conter l’illibéralisme dans les démocraties libérales*, vous présentez des pistes pour résister aux populismes. Mais la victoire de Trump n’indique-t-elle pas qu’une partie des peuples aspire à se passer de la démocratie ? S’ils préfèrent un régime autoritaire, que peut faire la démocratie ?

C’est un vieux débat. À la fin de 1932, juste avant l’arrivée au pouvoir de Hitler, Hans Kelsen, le grand théoricien du droit, a publié un article intitulé « Défense de la démocratie ». Il pensait que, pour les raisons que vous décrivez, nous ne pouvions pas refuser la possibilité que « le navire de la démocratie sombre ». La seule chose possible consisterait à préserver la mémoire de la démocratie pour que les générations futures en comprennent la valeur et puissent y revenir. Or le seul invariant devrait être qu’une nouvelle majorité a le droit de gouverner, mais pas de mettre fin à la démocratie.

Même si cela va contre la volonté du peuple ?

Oui. Car, une fois l’autocratie instaurée, si la majorité de la population bascule à nouveau en faveur de la démocratie, le régime en place ne rendra pas le pouvoir. Les électeurs peuvent vouloir la démocratie, mais ils subissent la répression et l’intimidation, ou bien il y a des fraudes électorales, donc leur volonté n’est pas enregistrée, comme on l’a vu au Venezuela.

Vous connaissez bien la Hongrie d’Orbán, passée du libéralisme à l’illibéralisme. Or, même si un début d’opposition crédible émerge, le leader hongrois continue de faire de gros scores électoraux. Est-ce parce que les illibéraux grignotent la démocratie par petits bouts, empêchant les citoyens d’être clairvoyants, ou parce que ces derniers n’y tiennent pas tant que ça ?

Orbán a élaboré une grande partie du manuel de l’érosion démocratique progressive et de la prise de pouvoir autoritaire. Sa victoire initiale de 2010 reposait sur un réel soutien populaire et une frustration face à un gouvernement traînant de nombreux scandales. Il en est autrement des suivantes. Par une série de réformes sapant l’indépendance judiciaire, la liberté des médias et l’équité des lois électorales, il a biaisé le système en faveur du Fidesz. Son parti, qui utilise systématiquement les ressources de l’État pour ses campagnes et contrôle les principaux canaux de publicité politique. Plus le processus démocratique devient biaisé, plus il est difficile de dire si ses majorités reflètent véritablement la volonté populaire.

Sauf qu’au départ ce processus a l’assentiment du peuple. Et les premières mesures prises par ces régimes sont souvent soutenues par les électeurs.

Oui. La première étape d’ascension d’un exécutif autoritaire est bien plus souvent une élection démocratique qu’un coup de force. Parfois, ces victoires initiales sont étroites, comme celle de Trump en 2016 ou du parti Droit et Justice en Pologne en 2015. Après cette première étape, la voie vers l’érosion de la démocratie varie, mais suit globalement les schémas que je vous ai décrits. Mais oui, ça commence souvent par des décisions légales, avant d’autres qui le sont moins.

On peut aussi avoir des changements constitutionnels respectueux des procédures, comme en Hongrie en 2011. Dans d’autres cas, ces changements ont été réalisés en violant la Constitution. Cela peut inclure la convocation d’une nouvelle Assemblée constituante pour la réécrire selon les souhaits du parti au pouvoir. C’est un classique en Amérique latine, si l’on pense aux changements opérés par Hugo Chávez ou par l’Équatorien Rafael Correa.

N’est-ce pas un peu le rêve bolivarien de Jean-Luc Mélenchon en France ?

Il envisage clairement, s’il est élu un jour, de convoquer une Assemblée constituante pour établir une VI^e République. Or ces révisions constitutionnelles ont souvent conduit à l’instabilité politique, voire pire. Des dirigeants comme Rafael Correa en Équateur et Evo Morales en Bolivie ont explicitement suivi le modèle d’Hugo Chávez, utilisant des Assemblées constituantes pour consolider leur pouvoir.

Pourtant, les oppositions dans ces pays, tirant les leçons de l’expérience vénézuélienne ont opposé une résistance plus acharnée que les adversaires de Chávez. Dans certains cas, les autocrates ont triomphé, au prix d’âpres conflits avec l’opposition.

Existe l’idée que la meilleure façon de préserver la démocratie se trouve dans l’éducation. Mais beaucoup de gens « très éduqués » se rangent désormais derrière les illibéraux. Par exemple, 37% des Américains ayant au moins un diplôme de deuxième cycle universitaire ont déclaré voter Trump.

Les sondages de sortie des urnes confirment cette tendance, mais les motivations de vote sont variées, et le groupe en question représente moins de 20% de la population. Parmi ceux sans aucun diplôme universitaire, soit environ 57% des Américains, les républicains ont obtenu bien plus de 50% des suffrages. Généralement, les politiciens comme Trump, Orbán ou Le Pen bénéficient d’un soutien disproportionné de la part des électeurs moins éduqués. Mais oui, les analyses suggèrent que Trump a gagné du soutien dans la plupart des groupes démographiques par rapport à 2020.

Dans votre ouvrage, vous notez que les stratégies des démocraties libérales contre les illibérales sont avant tout « défensives ». Cela ne signifie-t-il pas qu’elles sont incapables de proposer une vraie perspective aux citoyens ?

Ces mesures sont « défensives » car elles visent à maintenir la démocratie en vie à court terme. Métaphoriquement, elles cherchent à éteindre l’incendie qui menace la maison, et non à construire la maison elle-même. Mais il existe un rôle pour l’« émotion démocratique ». Par exemple, des cérémonies publiques qui réaffirment les valeurs fondatrices d’un régime démocratique, comme la panthéonisation du groupe Manouchian en France. Cependant, ces appels émotionnels doivent s’inscrire dans un récit plus vaste qui canalise les aspirations du public. Malheureusement, dans de nombreuses démocraties, les forces illibérales semblent actuellement plus efficaces pour accomplir cela.

Par exemple ?

Eh bien, la rhétorique *Maga*, ou *America First*, de Trump. Elle séduit ceux qui se sentent abandonnés par un système qu’ils perçoivent comme ne servant ni leurs intérêts ni leur identité. L’idéologie *Hindutva* du Premier ministre indien, Narendra Modi, mêle nationalisme religieux et sentiment de victimisation, présentant les hindous comme historiquement opprimés par les musulmans et les colonisateurs, tout en promettant de corriger ces « injustices historiques ». Malgré leurs contextes différents, ces récits partagent des traits communs : un accent mis sur le développement économique, une rhétorique populiste et anti-élites, ainsi qu’une peur des groupes majoritaires d’être dominés par des minorités. Ce sont des messages puissants, parce qu’ils jouent sur l’émotion, davantage que sur les faits.

Autre piège que vous soulignez : plus les démocraties libérales agissent tôt contre les mouvements illibéraux, plus elles devraient avoir de chances de succès. Pourtant, plus elles tirent la sonnette d’alarme tôt, moins elles ont de chances d’être prises au sérieux en l’absence de signes forts d’altération de la démocratie.

Bien qu’il puisse être difficile de convaincre le public des risques posés par une menace illibérale, mettre vite en évidence le danger potentiel peut aider à y parvenir. Souvenez-vous de ce qui s’est passé en Israël en 2023, avant le 7 octobre : une opposition précoce et soutenue a bloqué une grande partie du projet de Nétanyahou visant à instaurer un contrôle gouvernemental sur le système judiciaire.

À force de vivre en paix en Europe occidentale depuis des générations, n’avons-nous pas rogné notre possible démocratique pour avoir cru ce régime éternel ?

Sans doute. Ayant vécu ou connu de près les désastres de l’autocratie, la génération de nos grands-parents ne considérerait pas la démocratie comme acquise, mais comme une dure conquête. Les générations suivantes, en particulier en Europe, ont souvent pris ces libertés pour acquises. C’est une idée ancienne : déjà, l’historien grec Polybe notait qu’une Constitution pouvait devenir une version corrompue d’elle-même, à mesure que les générations successives perdaient de vue ses valeurs fondatrices. Pourtant, bien qu’imparfaite, la démocratie libérale offre bien plus de potentiel d’autocorrection que tout autre système lorsqu’elle faille à tenir ses promesses. C’est la maxime churchillienne : « La démocratie est le pire des systèmes, à l’exception de tous les autres. »

D’accord. Mais, pour reprendre Polybe, n’est-ce pas la faute de nos démocraties, qui tendent elles-mêmes à réduire les libertés ? Ce qui a été dénoncé durant la pandémie de Covid, avec l’accroissement des normes et du contrôle social ?

La technologie offre aux gouvernements et aux entreprises des outils sans précédent pour exercer un contrôle social. Les autocraties, comme la Chine, exploitent ces outils pour imposer cette surveillance. Dans les démocraties, le défi réside dans la régulation

connexe mais différente. Face à elle, les démocraties libérales ont imposé des restrictions pour protéger leurs citoyens, avec des succès variables. Mais beaucoup de citoyens ont rejeté en bloc la légitimité de ces restrictions, au nom de la liberté individuelle. Or lutter contre un virus ayant causé des millions de morts nécessite des limitations proportionnées des libertés individuelles. Ce principe est inscrit dans de

“Les révisions constitutionnelles ont souvent conduit à l’instabilité politique, voire pire.”

nombreuses Constitutions européennes et dans la Convention européenne des droits de l’homme. À mon avis, l’expérience du Covid révèle que l’érosion de cet équilibre entre droits et responsabilités a été une autre victime de la désinformation qui prolifère dans le paysage médiatique actuel.

Le problème n’est-il pas qu’il n’y a que dans une démocratie que l’on peut se plaindre de vivre dans une dictature ?

Le fait que des non-démocrates affirment vivre dans une dictature et se présentent comme les « vrais démocrates » n’est pas nouveau. Il y a eu, j’ai donné une conférence à Prague dans le contexte d’un colloque académique sur la Première République tchécoslovaque pendant l’entre-deux-guerres. Il est apparu que les dirigeants du parti nazi des Sudètes allemands se revendiquaient alors « vrais démocrates », s’opposant à la « répressive » République tchécoslovaque, pourtant démocratique en dépit de ses défauts.

N’est-ce pas le plus grand danger, à l’heure de la post-vérité et de la profusion de deepfakes ?

Ce problème a toujours existé. Mais la fragmentation de la communication politique, due au Web et aux réseaux sociaux, l’a aggravé. Lorsque distinguer les informations fiables des trompeuses devient difficile, les illibéraux peuvent plus aisément convaincre les électeurs qu’ils sont les « véritables démocrates ». Les deepfakes et les contenus générés par l’IA amplifient ce phénomène.

Peut-on tromper ce qui passe parfois pour « le sens de l’Histoire », à savoir un retour de l’autoritarisme et des obscurantismes ?

Je ne crois pas en un « sens de l’Histoire » déterministe. Plutôt que de voir des cycles et des phases inévitables, je suis enclin à penser que le cours de l’Histoire, s’il en a un, dépend de la manière dont l’humanité répond aux défis auxquels elle est confrontée. La démocratie survivra si ceux qui valorisent et expliquent la nécessité de contre-pouvoirs restent engagés dans sa défense. ■



ILLUSTRATION : LAURA ACQUAVIVA - PHOTO: DR

de la technologie afin de protéger les libertés civiles et la vie privée. Des initiatives comme le Digital Services Act (DSA) européen y participent, mais la vitesse des évolutions technologiques exige une vigilance constante, sans pour autant étouffer l’innovation. Trouver cet équilibre est complexe et les démocraties n’y parviennent pas toujours. La réponse à la pandémie de Covid met en lumière une problématique

MOSCOU DANS TOUS LES MAUVAIS COUPS

Géorgie, Moldavie et maintenant Roumanie. Encore une élection entravée par des soupçons de fraudes orchestrées par le Kremlin. Elle vient de conduire la Cour constitutionnelle roumaine à annuler le premier tour de la présidentielle. Le 24 novembre, l’inconnu candidat d’extrême droite prorusse, Calin Georgescu, était arrivé en tête, après une campagne menée sur TikTok. Mais en manipulant l’algorithme du réseau chinois. Des influenceurs ont été payés pour diffuser des messages orientant le vote vers Georgescu. Posts repris par une myriade de faux comptes aux millions d’abonnés bidon. C’est la déclassification de documents du renseignement national qui a permis de lever le lièvre. Depuis, TikTok a supprimé des milliers de ces profils. Mais cela ne résout rien. Les législatives du 2 décembre, entre les deux tours de la présidentielle, ont offert 31% des voix à l’extrême droite antisémite, homophobe et poutiniste. Or, selon le site Intelligence Online, la Roumanie est le laboratoire occidental de l’ingérence russe et de ses tentatives de dominer la région, particulièrement depuis le début de la guerre en Ukraine. Idem en Géorgie et en Moldavie. Dans la première, le chef du gouvernement pro-Poutine, Irakli Kobakhidze, s’est maintenu à la faveur de législatives assorties de pressions contre les électeurs et candidats pro-européens. Depuis, il tente d’éloigner le pays de son intégration à l’UE et le mène au bord du chaos. Des manœuvres qui provoquent l’ire d’une partie de la population, qui manifeste et subit une répression violente. En Moldavie, malgré la réélection de la présidente pro-européenne, Maia Sandu, le 3 novembre, le référendum sur l’adhésion à l’UE qui s’est tenu 15 jours plus tôt a démontré la division du pays. Si le « oui » l’a emporté, c’est avec à peine 51%, après un scrutin douteux, tandis que la Transnistrie séparatiste, aux ordres de Moscou, menace la stabilité du pays. Toute la région semble proche de basculer vers un illibéralisme sous influence russe. ■